

OTC

1- Le Monde

18/06/2021

https://www.lemonde.fr/international/article/2021/06/18/en-armenie-nikol-pachinian-face-a-l-ancienne-garde-pour-les-legislatives-anticipees_6084669_3210.html

En Arménie, Nikol Pachinian face à l'ancienne garde pour les législatives anticipées

Le premier ministre arménien, très affaibli après la défaite face à l'Azerbaïdjan dans la guerre au Haut-Karabakh, reste le favori du scrutin de dimanche.

Par [Faustine Vincent \(Envoyée spéciale à Erevan\)](#)

La campagne officielle aura été courte - deux semaines à peine - mais tendue. La voix éraillée, le premier ministre arménien, Nikol Pachinian, a battu le rappel une dernière fois devant 20 000 partisans réunis jeudi 17 juin à Erevan, trois jours avant les élections législatives anticipées. « *Les derniers mois ont été un enfer pour nous tous. Maintenant, il faut voter ! L'avenir est devant nous !* » La foule applaudit et reprend en chœur le slogan officiel du parti Contrat civil : « *L'avenir est devant nous !* »

La dernière fois que [les Arméniens sont allés voter aux législatives, c'était en 2018](#). L'heure était à l'euphorie : [la « révolution de velours », portée par Nikol Pachinian](#) - alors simple député de l'opposition -, avait chassé le régime post-soviétique corrompu qui accaparait le pouvoir depuis trente ans. Trois ans plus tard, le contexte a radicalement changé. Le pays est sous le choc après [sa défaite humiliante face à l'Azerbaïdjan dans la guerre au Haut-Karabakh](#), scellée par le

cessez-le-feu du 9 novembre 2020, rédigé sous l'égide de Moscou.

Article réservé à nos abonnés

Plus de 3 500 soldats arméniens sont morts, d'importants territoires ont été perdus, des milliers de personnes ont été déplacées et des dizaines de prisonniers de guerre sont encore aux mains de Bakou. En outre, des centaines de soldats azerbaïdjanais entrés le 12 mai sur le territoire arménien - à 3 km au-delà de la frontière, selon Erevan - refusent de repartir, faisant craindre un nouvel embrasement.

Accusé par l'opposition d'être un « *traître* » et sommé de démissionner après la défaite, Nikol Pachinian s'est résolu, sous la pression, à remettre son mandat en jeu en organisant des élections législatives anticipées. Le scrutin, qui se tient dimanche 20 juin, est censé permettre de sortir de la crise politique.

« **Choix entre passé et futur** »

Pour la première fois, le premier ministre aura face à lui pas moins de trois anciens présidents : Levon Ter-Petrossian, Serge Sarkissian et Robert Kotcharian, âgés de 66 à 76 ans. « *C'est le Jurassic Park de la politique arménienne* », observe Richard Giragosian, directeur du centre de réflexion Regional Studies Center. Leur présence donne lieu à une bataille de générations : celle issue de l'Arménie soviétique, dont ils sont les représentants, contre celle de Nikol Pachinian, 46 ans, qui a peu connu l'URSS.

« *C'est un choix entre le passé et le futur, car cette opposition est largement représentative de l'ancien système corrompu* », ajoute M. Giragosian. Ce retour de la vieille garde passe mal auprès d'une partie des électeurs. « *Ils ont eu le pouvoir, sont devenus riches grâce à la corruption et n'ont rien fait pour le pays. Et maintenant ils reviennent pour quoi ? Devenir encore plus riches ?* », s'agace Marine Gasparian, 81 ans, qui avait participé à la « révolution de velours » justement pour « *se débarrasser des anciens* ».

(La suite réservée aux abonnés)

2- France 24

18/06/2021

<https://www.france24.com/fr/vid%C3%A9o/20210618-1%C3%-%C3%A9>

[A9gislatives-en-arm%C3%A9nie-un-scrutin-%C3%A0-haut-risque-pour-nikol-pachinian](#)

Législatives en Arménie : un scrutin à haut risque pour Nikol Pachinian

Ce dimanche, les Arméniens sont appelés aux urnes pour des législatives anticipées. Des élections au goût amer pour Nikol Pachinian qui a dû se résoudre à les convoquer après un large mouvement de contestation. Le Premier ministre arménien, très affaibli après la défaite face à l'Azerbaïdjan dans la guerre au Haut-Karabakh, reste tout de même le favori du scrutin de dimanche. Le décryptage de notre chroniqueur international, Bruno Darroux. #Arménie #Législatives #NikolPachinian

Ci-dessous les liens vidéo :

<https://youtu.be/s6jisQVGRx0>

<https://youtu.be/WPyoN68IdiM>

3- France Culture

18/06/2021

[https://www.franceculture.fr/emissions/les-enjeux-internationaux/elections--legislatives-en-armenie](https://www.franceculture.fr/emissions/les-enjeux-internationaux/elections-legislatives-en-armenie)

Elections en Arménie : "la guerre a détruit de façon irrévocable le moral du pays"

[Les Enjeux internationaux](#) par [Julie Gacon](#)

Largement critiqué pour la débâcle de l'Arménie dans la guerre de l'automne dernier dans le Haut-Karabakh, le Premier ministre Nikol Pachinian a démissionné en avril mais reste candidat à sa ré-élection. Entretien avec l'historienne Taline Ter Minassian.

Après la défaite arménienne dans la province du Haut-Karabakh face à l'Azerbaïdjan, après les 3500 morts côté arménien en 44 jours de combat, après l'accord dit de « cessation des hostilités » signé sous l'égide de la Russie, Nikol Pachinian était critiqué de toutes parts... Il faut dire que le Premier ministre arménien s'était acharné à envoyer des hommes, ou à les laisser partir, dans un conflit asymétrique et, dit-on aujourd'hui, perdu d'avance.

Nikol Pachinian a donc démissionné en avril en attendant législatives anticipées qu'il espère néanmoins remporter après-demain.

Intervenants

[Taline Ter Minassian](#)

Historienne, professeure des universités à l'Inalco, directrice de l'Observatoire des Etats post-soviétiques

(Emission à écouter en ligne)

4- RFI

18/06/2021

<https://www.rfi.fr/fr/europe/20210618-l%C3%A9gislatives-en-arm%C3%A9nie-remont%C3%A9e-de-l-alliance-de-l-ancien-pr%C3%A9sident-kotcharian>

Législatives en Arménie: remontée de l'Alliance de l'ancien président Kotcharian

Les Arméniens sont appelés aux urnes dimanche 20 juin pour les élections anticipées convoquées sept mois après la défaite de l'Arménie contre l'Azerbaïdjan dans la guerre du Haut Karabakh. Parmi les concurrents les plus sérieux au Premier ministre sortant, Nikol Pachinian, l'ancien président Robert Kotcharian.

Publicité

*Avec notre envoyée spéciale à Erevan, **Anastasia Becchio***

À l'arrivée de Nikol Pachinian au poste de chef du gouvernement, Kotcharian a

été mis en examen et emprisonné à trois reprises, mais en avril, il a été acquitté. Aujourd'hui, son équipe met tous les moyens pour prendre sa revanche.

Ambiance studieuse dans les bureaux de l'Alliance Arménie. Les piles de tracts, appelant à un rassemblement ce vendredi soir à Erevan, attendent d'être distribués.

Le bras droit de Robert Kotcharian, Victor Sogomonyan, sort d'une conférence de presse. Face à un **Nikol Pachinian** adepte de langage fleuri, qui menace de « *frapper contre le mur* » les partisans de l'opposition qui tenteraient d'influencer illégalement le résultat des élections, ou qui brandit un marteau pour symboliser un « *mandat d'acier* » populaire dont il dit avoir besoin pour continuer à gouverner, le bloc Arménie veut se présenter comme plus pondéré : « *Nous n'usons pas de violence verbale, nous ne dénigrons pas nos concurrents. Nous avons mené une campagne comme nous avons coutume d'en mener dans une Arménie civilisée avant l'arrivée au pouvoir d'un populiste. Nous sommes plutôt satisfaits de la tournure des choses. Notre popularité augmente et nous espérons gagner au premier tour.* »

De 5% d'intentions de vote en avril, l'Alliance Arménie dépasse aujourd'hui les 20% talonnant désormais le Contrat civil de Nikol Pachinian. Les moyens déployés pour la campagne par les représentants de l'ancien régime, accusés de corruption, sont importants. L'ancien président, un proche de Vladimir Poutine, dispose d'une solide équipe, comme le souligne le politologue Hrant Mikaélian : « *Il mène une campagne très professionnelle. Son équipe compte des experts en relations publiques, des communicants, de bons photographes : on voit que ce sont des professionnels.* »

Ce vendredi soir, Robert Kotcharian réunira une dernière fois ses troupes sur la place de la République. Là même où la révolution menée par son ennemi Nikol Pachinian avait triomphé il y a trois ans.

(Emission à écouter en ligne)

5- Euronews

18/06/2021

<https://fr.euronews.com/2021/06/18/armenie-la-securite-des-frontieres-est-au-c-ur-de-la-campagne-des-legislatives>

Arménie : la sécurité des frontières est au cœur de la campagne des législatives

Par [Stephane Hamalian](#) & Astrig Agopian

Alors que des élections législatives anticipées doivent avoir lieu dimanche 20 juin en Arménie, la région de Syunik, dans le sud, fait l'objet d'une attention particulière. Frontalière de l'Azerbaïdjan cette zone est le théâtre de tensions extrêmes depuis la fin de la guerre dans le Haut-Karabakh (*Artsakh en arménien*). Certains secteurs du territoire arménien ont été envahis par des soldats azerbaïdjanais, suscitant l'inquiétude des habitants qui dénoncent un manque de réaction de la part du Premier ministre Nikol Pachinian.

"64 hectares de notre village ont été pris par l'Azerbaïdjan" se désole Nver, agriculteur arménien. "Je suis déçu car lorsque j'ai voté pour le parti Mon Pas de Nikol Pachinian, j'avais l'espoir qu'ils apporteraient des changements pour les agriculteurs, au moins dans les questions quotidiennes" poursuit-il. "Mais il n'y a pas eu de changement, au contraire, la situation a empiré".

Les concessions territoriales consenties par Nikol Pachinian en novembre dernier, à l'issue du conflit du Haut-Karabakh, ont bouleversé les frontières. La ligne de démarcation des deux pays ne faisant pas consensus entre Erevan et Bakou, les habitants arméniens restent sur leurs gardes, armés et prêts à se défendre en cas de nouvelles avancées azerbaïdjanaises. Cette situation fragile a fait plonger la côte de popularité du Premier ministre dans le Syunik.

Militaire à la retraite, Aravush Hayrapetyan est l'un des rares habitants de la région à accorder sa confiance au leader de la révolution de Velours de 2018. "Ce n'est pas un traître, il a eu raison de signer le cessez-le-feu, il a sauvé des milliers de vies. Sans lui, je ne serais pas ici aujourd'hui avec mon fils, à défendre notre poste" indique-t-il arme à la main, treillis sur le dos. "Notre nation arménienne va renaître après la réélection de Pashinian" espère-t-il.

Dans les derniers sondages, Nikol Pachinian a été rattrapé par Robert Kotcharian,

un ancien président arménien né dans le Haut-Karabakh. Les deux têtes de liste sont désormais au coude-à-coude, et ont pris le large, devant la vingtaine de listes déclarées. La question de l'intégrité territoriale de l'Arménie sera certainement le facteur décisif pour les électeurs lors des élections du 20 juin.

Reportage réalisé en Arménie, par Astrig Agopian.

(Voir la vidéo en ligne)

6- Le Matin (Suisse)

18/06/2021

<https://www.lematin.ch/story/guerre-des-mots-au-dernier-jour-de-la-campagne--electorale-438947086311>

Guerre des mots au dernier jour de la campagne électorale

L'Arménie se rend aux urnes dimanche. Un scrutin vital pour le Premier ministre. Son rival utilise l'argument de la défaite face à l'Azerbaïdjan dans le conflit au Haut-Karabakh.

L'Arménie était engagée, vendredi, dans une dernière journée d'une campagne électorale venimeuse, avant des législatives périlleuses pour le Premier ministre, Nikol Pachinian, qui a brandi le risque d'émeutes en cas de victoire de ses opposants.

Réformateur et héros populaire de 46 ans, l'ancien journaliste a été porté à la tête du gouvernement par une révolution pacifique en 2018, grâce à sa promesse de chasser les élites corrompues du pouvoir dans cette petite ex-République soviétique du Caucase. Mais sa popularité a été mise à mal par la défaite arménienne dans le conflit armé contre l'Azerbaïdjan, ennemi héréditaire, à l'automne 2020.

Humiliation nationale

Après six semaines de combats qui ont fait près de 6000 morts, Erevan a dû céder d'importants territoires qu'elle contrôlait depuis une première guerre, dans les années 1990, autour du Haut-Karabakh, région sécessionniste azerbaïdjanaise majoritairement peuplée d'Arméniens.

Perçue comme une humiliation nationale en Arménie, cette défaite a déclenché une crise politique, forçant le Premier ministre à convoquer des législatives anticipées dans l'espoir de faire baisser la tension et de renouveler son mandat. Mais sa victoire est loin d'être acquise, alors que nombre de ses anciens partisans, suite au conflit, se sont tournés vers ses rivaux, bien que ceux-ci soient souvent issus des élites chassées du pouvoir en 2018.

«Guérissons nos plaies!»

Face au risque d'une défaite électorale ou d'un score en demi-teinte, Nikol Pachinian a exhorté ses compatriotes à se rendre aux urnes pour y réaliser «une révolution d'acier» lors d'un grand rassemblement, jeudi soir, à Erevan. «Les Arméniens voient qu'il y a des forces qui provoquent des affrontements politiques, une guerre civile», a-t-il renchéri à la télévision, plus tard dans la soirée.

Son principal rival, Robert Kotcharian, qui a dirigé le pays de 1998 à 2008 et a maintes fois accusé les autorités d'incompétence, a appelé ses compatriotes à «ne pas se laisser tromper une nouvelle fois» dans une vidéo, vendredi. «On choisit entre une paix digne et une honte humiliante. Guérissons nos plaies!» Son dernier rassemblement est prévu vendredi soir, sur la place centrale d'Erevan.

Risque d'abstention

Après avoir obtenu plus de 70% de suffrages aux législatives d'il y a trois ans, Nikol Pachinian vise un score de 60% dimanche, mais le seul sondage disponible ne crédite son parti, Contrat civil, que de 25%, derrière la formation de Robert Kotcharian (presque 29%).

Plusieurs autres partis ont des chances d'entrer au Parlement, sur un total de 25 blocs et partis en lice, selon ce sondage, publié vendredi par l'institut MPG, affilié à l'Américain Gallup. Mais, signe d'un ras-le-bol croissant l'incertitude, 37% des personnes interrogées se disaient enclines à s'abstenir.

Une manif après le scrutin?

Les habitants d'Erevan témoignent de ces divisions. «J'irai voter pour Pachinian», a déclaré Ani Sarkissian, 29 ans. «Il mérite une seconde chance.» Car il conserve une popularité certaine pour avoir réformé le pays et s'en être pris aux richissimes oligarques, même si son aura a été mise à mal par la guerre et la crise concomitante déclenchée par la pandémie.

Vrej Aroutiounian, un chômeur de 68 ans, préfère l'opposant Kotcharian. «Pendant sa gouvernance, ma famille et moi, on vivait bien», explique cet homme qui rêve du retour de ses enfants, partis travailler en Russie en raison des difficultés économiques en Arménie.

Face à cette polarisation, beaucoup s'attendent à des manifestations après le vote, d'autant que cette ex-République soviétique est habituée aux soulèvements post-électorales.

(AFP)

7- Les Echos

18/06/2021

<https://www.lesechos.fr/monde/europe/amer-les-legislatives-en-armenie-1324828>

Amères législatives en Arménie

Le parti au pouvoir est menacé à l'occasion des législatives anticipées de dimanche. Ces dernières ont été convoquées à la suite d'une forte contestation déclenchée par la traumatisante défaite militaire au Haut Karabakh, à l'automne dernier, face à l'Azerbaïdjan.

Par [Yves Bourdillon](#)

Ce sont des législatives anticipées particulièrement amères qui se déroulent ce dimanche en Arménie. Le Premier ministre, Nikol Pachinian, a dû se résoudre à les convoquer après un ample mouvement de contestation dans la rue, en février dernier, assorti d'appels à sa démission lancés par le chef d'Etat-major et plusieurs généraux, ce qu'il avait dénoncé comme un véritable coup d'Etat militaire.

Cause de la crise politique dans cette petite ex-république soviétique du Caucase de trois millions d'habitants, la traumatisante défaite militaire subie face à l'Azerbaïdjan en novembre dernier. Sous équipée, l'armée arménienne n'avait pas fait le poids face aux Azéris soutenus par la Turquie, aux drones tueurs dévastateurs, et des mercenaires syriens, qui voulaient reconquérir la république autoproclamée du Haut Karabakh. Une enclave grande comme un département français et peuplée intégralement d'Arméniens, mais que Bakou estime lui appartenir depuis 1920.

Le rôle de la Turquie

L'Arménie a perdu 6.000 soldats en six semaines d'un conflit clôt par un cessez-le-feu sous parrainage de Vladimir Poutine, avec l'accord du président turc, Recep Tayyip Erdogan, grand vainqueur de la crise. [Erevan a donc non seulement perdu](#) les trois quarts du territoire du Haut Karabakh qu'elle contrôlait depuis trente ans, mais se trouve aussi dépendre plus que jamais de Moscou... Le soutien turc à l'Azerbaïdjan, dictature turcophone enrichie par le pétrole de la mer Caspienne, est d'autant plus traumatisant pour les Arméniens qu'Erevan et Ankara sont [à couteaux tirés](#) depuis un siècle. La Turquie, qui a rompu ses relations diplomatiques avec l'Arménie en 1995, refuse de reconnaître le génocide arménien qui aurait fait 1,5 million de morts en 1915-1916, les deux tiers des Arméniens vivant alors dans l'empire ottoman.

Incertitudes

La campagne électorale s'est déroulée dans un contexte de polarisation extrême de la société et de la classe politique, à grand renfort de marteaux ou de massues brandis par les principales têtes de liste pour illustrer ce qu'elles comptaient faire subir à leurs adversaires après la victoire. Porté par la vague des critiques sur les choix tactiques lors du conflit ainsi que sur le manque de préparation de l'armée arménienne, le bloc d'opposition de l'ex-président (1997-2008) Robert Kotcharian, se trouve au coude à coude avec le parti Contrat civil de Nikol Pachinian, selon les sondages.

Malgré la défaite, le Premier ministre conserve une certaine popularité, pour avoir réformé le pays et s'en être pris aux riches oligarques et aux élites corrompues depuis son arrivée au pouvoir à l'issue [d'un soulèvement pacifique en 2018](#). Son bilan économique n'était pas mauvais avant que la pandémie, puis le conflit avec l'Azerbaïdjan ne le détériorent gravement. Les deux formations sont

créditées de 24 % des voix. Suit le bloc de l'ex-Premier ministre Serge Sarkissian, renversé en 2018, avec 7,4 %

« Le risque d'affrontements de rue est assez élevé après un vote précédé d'une campagne aussi agressive », regrette l'analyste politique Viguen Hakobian, cité par l'AFP. D'autant que l'Arménie est habituée aux soulèvements post-électoraux. Avant la révolution de 2018, Nikol Pachinian, un ancien journaliste, avait été incarcéré pendant près de deux ans pour son rôle dans les manifestations réprimées dans le sang en 2008.

Yves Bourdillon

8- Le Figaro

17/06/2021

<https://www.lefigaro.fr/flash-actu/armenie-20-000-partisans--du-premier-ministre-reunis-avant-le-vote-de-dimanche-20210617>

Arménie: 20.000 partisans du premier ministre réunis avant le vote de dimanche

Environ 20.000 sympathisants du premier ministre arménien Nikol Pachinian ont participé jeudi soir à Erevan à son dernier rassemblement électoral, une démonstration de force avant les législatives anticipées de dimanche.

Brandissant des drapeaux arméniens et chantant des slogans, les partisans de M. Pachinian se sont réunis sur la place centrale de la capitale alors que la victoire électorale est loin de leur être acquise. «*On ne veut pas le retour de l'ancien régime*», a expliqué à l'AFP un participant, Mikael Kirakossian, pour qui «*l'anarchie et la corruption*» régnait sur l'Arménie jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Nikol Pachinian en 2018.

Karine Haroutiounian, une femme au foyer de 43 ans, expliquait elle que le premier ministre était un homme «*honnête*». «*On lui fait confiance, on l'aime, on le respecte*», a-t-elle affirmé. Le premier ministre avait exhorté mercredi ses supporters à se réunir pour «*montrer l'unité du peuple à l'approche*» du vote. Cet ancien journaliste de 46 ans a été porté au pouvoir par une révolution pacifique

sur la promesse de chasser les élites corrompues de cette petite ex-république soviétique du Caucase.

Mais sa popularité a été sérieusement entamée par le conflit perdu au Nagorny Karabakh face à l'Azerbaïdjan à l'automne 2020, qui a vu l'Arménie perdre le contrôle de territoires qu'elle contrôlait depuis une trentaine d'année. La signature de l'accord avec Bakou a provoqué une révolte en Arménie. Face aux protestations et appels à démissionner, M. Pachinian a convoqué des législatives anticipées dans l'espoir de dissiper la crise et de préserver son poste.

«*Un mandat d'acier*»

Le premier ministre a mené une campagne belliqueuse, organisant des rassemblements à travers le pays et appelant ses compatriotes à lui donner un «*mandat d'acier*» contre l'opposition. Il a même brandi un marteau à l'adresse de ses adversaires, menaçant de le faire «*tomber sur vos têtes vides*». Pour des analystes, le rassemblement de jeudi était un test de popularité du chef du gouvernement. «*Si 20.000 à 30.000 personnes y participent, cela signifie que Pachinian sera en mesure*» d'obtenir la majorité parlementaire nécessaire pour former un nouveau gouvernement, a estimé l'analyste Stepan Grigorian.

Les combats entre les forces arméniennes et azerbaïdjanaises ont éclaté en septembre au Nagorny Karabakh, région sécessionniste d'Azerbaïdjan majoritairement peuplée d'Arméniens qui avait été le théâtre d'une guerre dans les années 1990. Le nouveau conflit a duré six semaines et fait 6000 morts jusqu'à la signature de l'accord du cessez-le-feu négocié par la Russie, qui a placé une force de maintien de la paix dans la région.

9- Les Nouvelles d'Arménie

17/06/2021

Editorial : Puissance versus démocratie ?

L'Arménie n'a pas de chance avec la démocratie. Après 80 ans de dictature soviétique, elle n'a pu accoucher que de régimes plus ou moins autoritaires et corrompus, jusqu'à la Révolution de velours, qui avait tenté de rompre avec cette fatalité.

Mais l'Arménie a encore moins de chance avec ses voisins. L'agression turco-

azerbaïdjanaise du 27 septembre dernier l'a brutalement ramenée à la dure réalité de sa donne historique et géopolitique. Simple coïncidence ? Sa défaite a correspondu à l'expérience Pachinian.

Certes, tout le monde en convient à peu près aujourd'hui : il serait injuste de faire porter au seul Premier ministre la responsabilité de cet échec militaire provoqué par un rapport de forces totalement inégal. Il n'en demeure pas moins que beaucoup se posent la question de savoir si cette l'expérience « révolutionnaire » n'a pas été un facteur déclenchant de la guerre, ou pour le moins, un accélérateur.

En tout cas la leçon ne fait pas l'ombre d'un doute : tous les pays de l'ère ex-soviétique qui se sont aventurés à s'inspirer du modèle occidental, car c'est bien de cela qu'il s'agit, en ont payé le prix en termes de pertes territoriales. Géorgie, Ukraine et aujourd'hui Arménie. A bon entendeur salut !

Le coût est bien sûr plus particulièrement douloureux pour cette dernière, qui n'a pu construire son Etat que sur un dixième de sa patrie historique, vidée de sa population, pour cause de génocide... La question se pose donc de savoir si pour elle, le jeu national en vaut la chandelle démocratique ? D'autant que les alliés putatifs du pays, ceux qui ont orienté sa pensée politique à grand renfort de « softs power », n'ont pas pu faire grand-chose pour lui en termes de « hard power » quand il a appelé au secours. Et que, business as usual, les intérêts économiques sont en train de reprendre le dessus avec la Turquie et l'Azerbaïdjan.

Dans ces conditions, l'électeur arménien du dimanche 20 juin peut légitimement hésiter à reconduire l'expérience Pachinian, dont le rêve démocratique a accouché d'un cauchemar patriotique. Après tous, les Turcs élisent bien un Erdogan, les Russes un Poutine, les Hongrois un Orban, les Israéliens ont longtemps voté pour Netanyahu, confronté lui aussi à des enquêtes et des procès pour corruption, alors pourquoi donc les Arméniens ne choisiraient-ils pas un Kotcharian ? Même si ce soi-disant « homme fort » s'est davantage rempli les poches qu'il n'a renforcé l'armée tout au long de ses deux mandats durant lesquels il n'a été confronté à aucun défi majeur. Même s'il doit son règne à une révolution de palais puis à des élections truquées. Même si sa présidence, caricature de l'original poutinien, s'est traduite par une hémorragie démographique, avant de finir dans un bain sang. Certains s'accrocheront néanmoins à cette bouée de secours, faute de mieux, eu égard à leur vision de l'intérêt national.

Faut-il cependant se résoudre à ce type de servitude volontaire ? L'heure de la

maturité démocratique n'a-t-elle pas enfin sonné pour l'Arménie ? Que vaudrait une nation désertée par ses habitants parce qu'elle n'offrirait aucune garantie pour leurs droits, peu de respect pour leur dignité, et pas d'avenir pour leurs enfants, comme ce fut trop souvent le cas sous les régimes précédents ? Ce type de vécu mérite-t-il vraiment d'être renouvelé ?

Le moment n'est-il pas venu au contraire de se prendre collectivement en main et de se donner les moyens de conjuguer la sécurité, qui passe bien sûr par le parapluie russe, avec le développement économique, donc le désenclavement et les libertés ? Ne conviendrait-il pas de sortir des logiques de guerres et de prendre le risque, sans naïveté, de poser des jalons pour la paix ? Le tout en veillant à l'équilibre des forces et sans bien sûr sacrifier la République du Haut-Karabakh, ni un seul pouce de ce qu'il reste du territoire arménien ?

En essayant de toucher les cœurs plutôt que de vociférer à tue tête, Hrant Dink avait en tout cas plus fait pour l'évolution des mentalités en Turquie sur la question du génocide, que des décennies de surenchère rhétorique, aussi légitimes furent-elles. « L'ambition dont on n'a pas les moyens est un crime », disait Châteaubriand. Tout cela est peut-être à méditer. Si possible calmement, sans tabous, ni anathèmes. Dans tous les camps.

Ara Toranian

10- Les Nouvelles d'Arménie

17/06/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=79866

Grandes manoeuvres : Erdogan et Aliiev tentent d'amadouer l'Arménien

Quand le fascisme turc souhaite le plus grand bien aux Arméniens, il convient de se méfier. Doublement en l'occurrence car ils s'y mettent à deux pour convaincre le monde qu'ils vont nous aider à nous développer.

Premier acte : Le 16 juin, Recep Tayyip Erdoğan s'adresse à l'Assemblée nationale d'Azerbaïdjan et déclare que la Turquie croit qu'une paix permanente est possible grâce à une coopération mutuelle basée sur la sécurité entre les États et les peuples de la région du Caucase du Sud. « Non seulement l'Azerbaïdjan,

mais tous les pays de la région, y compris l'Arménie, et le monde entier bénéficieront de la paix et de la tranquillité dans le Caucase », a-t-il ajouté.

Dans la foulée, il explique également que le « corridor de Zangezur » ne profitera pas seulement aux Turcs ou aux Azerbaïdjanais, mais aussi aux Arméniens qui pourront utiliser les chemins de fer reliant différentes parties du monde et mettre fin à l'isolement.

Les projets azerbaïdjanais dans le corridor de Zangezur comprendront des autoroutes et des lignes ferroviaires qui s'étendront sur les territoires de la région arménienne de Syunik.

Après l'achèvement de la voie ferrée, l'Azerbaïdjan pourra rejoindre l'Iran, l'Arménie et le Nakhitchevan sans interruption par le train.

Le président a réitéré sa proposition d'une plateforme de six nations comprenant la Turquie, la Russie, l'Iran, l'Azerbaïdjan, la Géorgie et l'Arménie pour une paix, une stabilité et une coopération permanentes dans la région.

Pendant le discours, Erdoğan a une fois de plus souligné la détermination de la Turquie à se tenir aux côtés de l'Azerbaïdjan, en disant : « Aujourd'hui, nous nous tenons aux côtés de l'Azerbaïdjan avec tous nos moyens. Le monde entier doit savoir que nous nous tiendrons à vos côtés demain également. »

Il a également déclaré que la Turquie serait heureuse de voir Chouchi, capitale culturelle de l'Azerbaïdjan cette année, devenir la capitale culturelle du monde turc l'année prochaine.

Erdoğan a assuré un soutien futur à Bakou dans tous les domaines.

La veille, les deux pays ont signé une déclaration « sur les relations entre alliés » visant à approfondir les liens dans plusieurs domaines de coopération, notamment en matière de sécurité lors d'une visite à Chouchi.

« Aujourd'hui est un jour historique », a déclaré Aliyev après la signature. « La déclaration élève nos relations au plus haut niveau ».

Les deux pays se sont également engagés « à se soutenir mutuellement en cas de menace ou d'attaque d'un pays tiers contre leur indépendance ou leur intégrité territoriale. »

Aliyev a pour sa part salué l'ouverture d'un corridor de transport de l'Azerbaïdjan à la Turquie via l'Arménie en disant qu'il « crée de grandes opportunités pour la région. »

Deuxième acte : Le même jour, le 16 juin, le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlut Cavusoglu, fait un point presse à Antalya, à l'approche du Forum d'Antalya sur la Diplomatie (18-20 juin) et du Sommet des Pays de l'Europe du Sud-est.

Et il tente à son tour de rassurer les Arméniens : « L'Arménie sera le pays qui profitera le plus de la stabilité et de la paix au Caucase », a-t-il déclaré.

« Nous voulons que le Caucase du Sud soit une région de stabilité et de paix, a-t-il dit. L'Arménie et son peuple seront ceux qui en profiteront le plus. L'Arménie

s'est isolée, éloignée depuis des années, les relations avec ses voisins n'étaient pas bonnes, à cause des erreurs qu'elle a commises. J'espère que l'Arménie en tirera des leçons. » Charmante réécriture de l'histoire. Annonçant que la situation au Caucase et la question du Karabagh seront abordés lors du Forum, il précise que les ministres azerbaïdjanais et géorgien des Affaires étrangères participeront à cette session sur le Caucase. Et, cerise sur le gâteau : « Nous aurons des invités de l'Arménie. Un intellectuel d'origine arménienne y participera. J'espère que tout le monde s'exprimera et contribuera ainsi à la paix et la stabilité. » Comme l'écrivait Michael Drayton en 1603 : " Les sirènes ont leurs chants les plus doux quand elle attirent sur les écueils.

11- Le Courrier d'Erevan

17/06/2021

<https://www.courrier.am/fr/actualite/le-gouvernement--armenien-alloue-5-millions-de-dollars-pour-de-nouveaux-postes-de-contrôle>

Le gouvernement arménien alloue 5 millions de dollars pour de nouveaux postes de contrôle frontaliers à Syunik



Le gouvernement arménien a alloué 2,5 milliards de drams (environ 5 millions de dollars USA) pour l'établissement de points de contrôle frontaliers supplémentaires dans la région de Syunik. Le Premier ministre

par intérim, Nikol Pachinyan, l'a déclaré lors d'une rencontre avec les habitants de Goris dans le cadre de la campagne électorale.

Selon le chef du gouvernement par intérim, des sections frontalières supplémentaires ont été créées dans le sud-est de la république suite aux événements déjà connus. Les gardes-frontières sont désormais déployés sur le tronçon Goris-Kapan de 115 kilomètres.

« Huit avant-postes frontaliers seront construits dans cette zone. Le gouvernement a alloué 2, 5 milliards pour la mise en œuvre de ce programme. La sécurité frontalière est assurée à un niveau élevé », a déclaré M. Pachinyan.

Il a toutefois précisé que le rythme de construction de ces avant-postes posait quelques problèmes. La raison en est que les procédures juridiques - appels d'offres et processus connexes - prennent du temps. Mais les autorités trouveront sûrement une solution optimale.

12- Les Nouvelles d'Arménie

17/06/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=79888

L'Arménie renforce ses frontières dans la région sud de Vayots Dzor

Le ministère arménien de la Défense a indiqué que de nombreux travaux de renforcement des positions militaires de la frontière de l'Arménie étaient réalisés. Des travaux de consolidation importants au regard de l'avancée des troupes azéries dans la région occupée de l'Artsakh. Ces travaux de consolidation des positions militaires arméniennes est particulièrement intense à la frontière de la région de Vayots Dzor (Arménie) avec l'Azerbaïdjan dont les positions ont avancé sur les terres de l'Artsakh occupée. Le ministère arménien de la Défense affirme que les soldats Arméniens contrôlent la situation aux frontières de l'Arménie et sont prêts à répondre à toute agression ennemie. Des positions azéries qui sont en moyenne à un ou deux kilomètres, mais parfois seulement à 100 ou 150 mètres des soldats Arméniens.

Krikor Amirzayan

13- Nor Haratch Hebdo

17/06/2021

Les chefs de la défense discutent de nouveaux déploiements de troupes russes en Arménie

Les ministres de la Défense arménien et russe auraient discuté d'un éventuel déploiement de troupes russes supplémentaires le long de la frontière arménienne avec l'Azerbaïdjan.

Vagharshak Haroutiounian et Sergueï Choïgou se sont à nouveau entretenus par téléphone mercredi. Dans une déclaration lors de l'appel téléphonique, le ministère arménien de la Défense a déclaré que les deux ministres avaient examiné « des moyens de résoudre la situation existante à la frontière arméno-azerbaïdjanaise ».

« Vagharshak Haroutiounian et Sergueï Choïgou ont également discuté du déploiement aux côtés des forces armées arméniennes de gardes-frontières russes dans les sections frontalières de Sunik et de Gegharkounik », a ajouté le communiqué.

Le ministère russe de la Défense n'a publié aucune déclaration sur le dernier appel téléphonique de Choïgou avec son homologue arménien.

Le Premier ministre Nikol Pachinian a déclaré à la fin de la semaine dernière qu'Erevan et Moscou explorait la possibilité de déploiements de troupes russes dans les deux régions frontalières arméniennes. Il a déclaré que des responsables militaires russes se sont rendus dans ces zones pour inspecter « les sites de déploiement possibles ».

14- Nor Haratch Hebdo

17/06/2021

Le parti de Tsaroukian exclut un accord de coalition avec Pachinian

Le Parti arménien prospère (BHK) de Gagik Tsaroukian a réitéré mercredi qu'il ne rejoindrait pas un éventuel gouvernement de coalition dirigé par Nikol Pachinian après les élections législatives de dimanche.

« La coopération avec Pachinian est hors de question », a déclaré un haut représentant du BHK, Iveta Tonoyan, lors d'un rassemblement de campagne électorale organisé par le parti d'opposition à Vanadzor.

« Le parti ne discute pas de la possibilité d'une autre coalition parce que le parti Arménie prospère participe aux élections avec la détermination de gagner et de proposer la candidature de Gagik Tsaroukian [au poste de Premier ministre] », a-t-elle déclaré.

Pachinian et son parti Contrat civil devront rechercher des partenaires de coalition s'ils ne parviennent pas à remporter la majorité des sièges au prochain parlement arménien.

Tsaroukian a déjà déclaré à la fin du mois dernier qu'il ne conclurait aucun accord de partage du pouvoir avec Pachinian à la suite des prochaines élections. Il n'a pas commenté la possibilité de parvenir à un accord de coalition avec d'autres grandes forces d'opposition participant aux scrutins anticipés.

Le BHK est arrivé loin derrière lors des dernières élections législatives tenues en décembre 2018, remportant 8,3% des voix.

Tsaroukian n'a pas abordé les questions de politique interne dans son discours prononcé lors du rassemblement de Vanadzor. Au lieu de cela, il s'est à nouveau concentré sur les questions socio-économiques et de sécurité nationale.

Le magnat a renouvelé ses appels à un approfondissement des liens de l'Arménie avec la Russie par le biais d'un nouvel accord bilatéral « militaro-politique ».

Tsaroukian a exigé la démission de Pachinian en juin de l'année dernière, accusant le Premier ministre arménien d'incompétence et de mauvaise gestion. Peu de temps après, il a été poursuivi pour ce qu'il considère comme des accusations à motivation politique. Il a été arrêté en septembre mais libéré sous caution près d'un mois plus tard.

15- Euronews

17/06/2021

<https://fr.euronews.com/2021/06/16/le-desarroi-des-refugies-armeniens-du-haut-karabakh>

Le désarroi des réfugiés arméniens du Haut-Karabakh

Par **Bastien Borie**

Lorsque les premières bombes ont frappé le Haut-Karabakh le 27 septembre 2020, Lillit et sa fille étaient seules, dans leur maison de Chouchi. A peine le temps d'emporter quelques livres d'école, et commençait alors une vie de réfugiés sans retour...

"Nous sommes sur liste d'attente pour avoir un appartement à Stepanakert, mais ça me ferait très mal d'y vivre, et de passer devant Chouchi sans pouvoir y aller. Chouchi, c'est notre vie, nos meilleurs souvenirs, notre bonheur. C'est cet air pur que nous ne respirons plus. Y revenir serait un miracle. Mais je ne crois pas aux miracles" affirme Lillit, à Erevan la capitale arménienne où elle se trouve désormais.

Quelques-uns des milliers d'Arméniens déplacés viennent passer du temps dans un centre de jeunesse, créé par Irina juste après la guerre. *"On accueille plus de 300 enfants ici. Étant donné que l'accès est gratuit, ils sont rejoints par des enfants de Erevan"*, explique-t-elle. *"Ils grandissent et s'amuse ensemble. Beaucoup viennent du Karabakh, alors nous organiserons aussi des camps d'été pour qu'ils découvrent les spécificités de la culture arménienne"*, ajoute-t-elle.

Aux de murs de ce centre de jeunesse, des toiles représentant : Chouchi, Hadrut, Karvachar. Autant de villes reconquises par l'Azerbaïdjan avec l'aide de la Turquie. Alors aujourd'hui, les célébrations des présidents Aliyev et Erdogan, ces réfugiés ne veulent surtout pas les voir.

"On a l'impression de survivre. On n'a plus vraiment la force de construire quoi que ce soit" explique encore Lillit. *"Tous les soirs, quand on pose notre tête sur l'oreiller, les souvenirs de notre maison et de notre passé reviennent. On se force à dormir plus tôt, pour oublier"* confie-t-elle.

Parmi les nombreux réfugiés qui ont fui le Haut-Karabakh pendant la guerre, plusieurs milliers se trouvent toujours ici en Arménie. Ils espèrent pouvoir un jour rentrer chez eux. Certains politiques se montrent très confiants à l'idée de récupérer Chouchi par des moyens diplomatiques, mais l'Azerbaïdjan semble désormais avoir une mainmise totale sur la ville.

(Voir la vidéo en ligne)

16- Euronews

16/06/2021

<https://fr.euronews.com/2021/06/16/bientot-un-consulat--turc-a-choucha-chouchi-dans-le-haut-karabakh>

Bientôt un consulat turc à Choucha/Chouchi dans le Haut-Karabakh

La victoire militaire de l'Azerbaïdjan sur l'Arménie a été un coup géopolitique important pour Recep Tayyip Erdogan, alors qu'Ankara cherche à cimenter son influence dans cette région anciennement soviétique.

(Voir la vidéo en ligne)

17- Le Courrier d'Erevan

16/06/2021

<https://www.courrier.am/fr/actualite/declaration-du-ministere-armenien-des-affaires-etrangees-concernant-la-visite-des>

Déclaration du ministère arménien des Affaires étrangères concernant la visite des présidents de la Turquie et de l'Azerbaïdjan dans les territoires occupés de l'Artsakh

Nous condamnons fermement la visite conjointe des présidents de la Turquie et de l'Azerbaïdjan le 15 juin au centre historique et culturel arménien de l'Artsakh - Chouchi, qui est actuellement sous l'occupation azerbaïdjanaise, comme une véritable provocation contre la paix et la sécurité régionales.

Il convient de noter que cette visite a été précédée par la destruction du patrimoine religieux, historique et culturel de la population arménienne autochtone déplacée de force, notamment la profanation de la cathédrale Saint-Sauveur de Ghazanchetsots - visée par les forces turco-azerbaïdjanaises pendant

et après la guerre contre l'Artsakh, ainsi que la destruction complète du mémorial commémorant les victimes du génocide arménien.

Ces actions des autorités turques et azerbaïdjanaises, qui ont pour but de consolider les conséquences de l'usage de la force contre le peuple d'Artsakh, sapent considérablement les efforts internationaux visant à établir la stabilité dans la région et sont totalement inacceptables. Le rétablissement des droits des Arméniens d'Artsakh, qui comprend la désoccupation des territoires de la République d'Artsakh et le retour en toute sécurité de la population déplacée, est essentiel pour surmonter la menace génocidaire turco-azerbaïdjanaise contre le peuple arménien.

Ces actions provocatrices révèlent clairement la nature fausse et trompeuse des déclarations des autorités d'Ankara et de Bakou sur leurs intentions de normaliser les relations avec l'Arménie et le peuple arménien.

Nous soulignons une fois de plus que l'élimination des conséquences de la récente agression turco-azerbaïdjanaise contre l'Artsakh doit être entreprise dans le cadre du règlement global du conflit du Haut-Karabakh, sous les auspices de la coprésidence du Groupe de Minsk de l'OSCE.

18- RFI

16/06/2021

<https://www.rfi.fr/fr/europe/20210616-turquie-le-pr%C3%A9sident-tayyip-erdogan-s-est-rendu-dans-le-haut-karabakh>

Turquie: le président Tayyip Erdogan s'est rendu dans le Haut-Karabakh

Le président turc Recep Tayyip Erdogan poursuit, ce mercredi 16 juin, une visite de trois jours en Azerbaïdjan, l'un des principaux alliés de son pays. Avec son homologue Ilham Aliev, le chef de l'État s'est notamment rendu mardi à Choucha, dans le Haut-Karabakh, une ville-symbole repassée sous le contrôle de Bakou à l'automne 2020, au terme d'un conflit avec l'Arménie. La Turquie avait fourni un appui décisif à l'Azerbaïdjan dans cette guerre, et les deux présidents ont multiplié les annonces.

Les médias pro-Erdogan affichent leur enthousiasme au lendemain de la visite du président turc à Choucha. C'est première visite, écrivent-ils, d'un leader étranger dans le Haut-Karabakh. « *Message au monde : nous sommes là* », se félicite le quotidien *Sabah*. Autrement dit, l'Azerbaïdjan a restauré son autorité sur le [Haut-Karabakh](#), et l'allié turc compte bien en tirer les bénéfices commerciaux,

politiques et militaires, analyse notre correspondante à Istanbul, **Anne Andlauer**. Recep Tayyip Erdogan et Ilham Aliiev ont signé à Choucha une déclaration dans laquelle leurs pays s'engagent à approfondir leurs liens dans ces trois domaines. La Turquie pourrait notamment faire de l'Azerbaïdjan un « *centre de production* » de ses drones armés et non armés, qui ont joué un rôle décisif dans le conflit du Haut-Karabakh. « *La force de l'Azerbaïdjan est notre force* », et vice versa, a affirmé Tayyip Erdogan, annonçant l'ouverture prochaine d'un consulat turc à Choucha.

Le chef de l'État turc a aussi évoqué une éventuelle normalisation des relations turco-arméniennes, alors même qu'il se trouvait dans une ville hautement symbolique pour les Arméniens. « *Une provocation contre la paix et la sécurité régionales* », s'est empressé de réagir le ministère arménien des Affaires étrangères.

Une visite qui agite la classe politique

À quatre jours des [élections législatives](#), cette visite agite le monde politique arménien. Plus de sept mois après [la défaite](#), la chute de Choucha reste un sujet très douloureux. Dans ce contexte, la visite du président turc est d'autant plus amère. « *Je ressens de la honte. Jamais dans toute l'histoire de l'Arménie et de la Turquie un responsable turc n'est entré dans Choucha. Vous comprenez ce que ça signifie pour les Arméniens. Chaque jour, l'hégémonie turque s'étend un peu plus dans le Caucase du sud* », commente Arthur Ghazinian, candidat du bloc d'opposition Arménie, de l'ancien président Robert Kotcharian.

Pour les représentants de l'opposition, si Recep Tayyip Erdogan a pu effectuer cette visite triomphale, c'est entièrement de la faute du Premier ministre Nikol Pachinian. « *Ça n'est pas étonnant qu'une telle visite se produise quand on a au pouvoir des gens qui ont capitulé, lâche Hayk Mamijanyan, candidat du parti J'ai l'honneur d'être qui bénéficie du soutien de l'ancien président Serge Sarkissian. On ne peut que blâmer l'actuel gouvernement sur la manière dont la guerre a été menée, sur ses résultats non seulement sur le champ de bataille, mais aussi au plan diplomatique.* »

De son côté, le Premier ministre blâme son ancien chef d'état-major Onik Gasparian pour la chute de Choucha. « *Il devra en répondre en justice* », a lancé Nikol Pachinian devant ses électeurs. En cas de victoire, ses opposants sont bien décidés à traduire l'actuel chef du gouvernement devant les tribunaux pour trahison.

<https://fr.sputniknews.com/moyen-orient/202106161045743516-erdogan--dans-le-haut-karabakh-la-turquie-tisse-sa-toile-dans-le-caucase-et-au-moyen-orient/>

Erdogan dans le Haut-Karabakh: la Turquie tisse sa toile dans le Caucase et au Moyen-Orient

Par [Alexandre Aoun](#)

Erdogan est en visite historique dans le Haut-Karabakh pour rencontrer son homologue azerbaïdjanais, Ilham Aliev. En plus d'un partenariat militaire, les deux pays tissent des liens dans le domaine énergétique. Ankara use de son idéologie panturquiste pour avancer ses pions dans toute la région, estime Laurent Leylekian, analyste politique.

La ville de Choucha, dans le Haut-Karabakh, accueille Erdogan. C'est le premier déplacement d'un leader turc dans la région, souligne Anadolu, l'agence de presse officielle turque. Tombé entre les mains des Azéris en novembre 2020 après une guerre meurtrière, le territoire était disputé entre Bakou et la République autoproclamée d'Artsakh, à majorité arménienne, depuis la chute de l'URSS.

Reçu en grande pompe à Choucha par le leader azerbaïdjanais Ilham Aliev, [le Président turc a assisté à une parade militaire](#). «Je salue une fois de plus la victoire du peuple azerbaïdjanais. Le Karabakh est revenu à ses propriétaires. Nous espérons que l'Arménie profitera de l'occasion pour saisir la main qui lui est tendue», a déclaré Erdogan. Mais Erevan ne l'entend pas de cette oreille. Le ministre des Affaires étrangères arménien a en effet «fermement» condamné cette visite, la qualifiant même de «provocation pure et simple contre la paix et la sécurité régionales.»

Pour Laurent Leylekian, analyste politique et spécialiste du Caucase et de l'Asie Mineure, cette tournée turque «n'est pas sans arrière-pensée politique».

«Le Président Aliev est très sensible au déploiement de la puissance de la Turquie, c'est un peu l'homme lige d'Ankara. Cette visite à Choucha vise à renforcer l'humiliation sur les populations arméniennes: c'est une ancienne capitale historique et culturelle. C'est également un moyen d'entretenir une pression psychologique sur l'Arménie», estime-t-il au micro de Sputnik.

Ankara a massivement soutenu les forces azerbaïdjanaises durant la guerre de

44 jours contre l'Arménie en octobre et novembre dernier. En effet, au cours du conflit, la Turquie a fourni une assistance militaire et non des moindres. Outre l'envoi des drones armés Bayraktar TB2, Ankara aurait dépêché 600 soldats turcs et pas moins de [2.500 mercenaires syriens](#) pour prêter main-forte à l'Azerbaïdjan. La visite d'Erdogan vient encore sanctuariser cette alliance militaire avec Bakou, puisque les deux pays ont signé le 15 juin l'engagement «de se soutenir mutuellement en cas de menace ou d'attaque par un pays tiers contre son indépendance ou son intégrité territoriale.» Pour couronner le tout, Ankara envisagerait même d'ouvrir un consulat dans la ville de Choucha. Mais cette relation bilatérale ne se limite pas uniquement au volet militaire.

Le gaz de la concorde

Les dividendes de la paix ne sont pas négligeables. Ankara et Bakou prévoient en effet d'intensifier leurs relations commerciales et énergétiques. Après la mise en service de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan en 2005 pour l'acheminement du pétrole de la mer Caspienne vers la Turquie, les deux pays ont mené à bien la construction du gazoduc South Caucasus pipeline entre Bakou Tbilissi et Erzurum en 2006. L'Azerbaïdjan et la Turquie ont poursuivi leurs ambitions gazières avec [la construction du gazoduc transanatolien](#) Tanap, qui s'est achevée en 2018 et qui peut acheminer du gaz dans tout le territoire turc. Ainsi Bakou serait-il un partenaire énergétique indispensable à la Turquie. Mais pour Laurent Leylekian, cette relation ne serait pas vouée à durer.

«Quand vous regardez la réalité des chiffres, il y a de moins en moins de gisements, ils n'ont rien découvert depuis la fin de l'Union soviétique. Il y a de grands groupes pétroliers qui se sont retirés, comme British Petroleum. Aujourd'hui, le principal fournisseur de pétrole de la Turquie, c'est la Russie et un peu l'Iran», résume le spécialiste du Caucase et de l'Asie Mineure.

La Turquie est en effet majoritairement dépendante de l'approvisionnement en gaz russe, [à 33% \(en 2019\)](#) et à 24% pour le gaz azerbaïdjanais (en 2020). Indépendamment des ressources énergétiques, la Turquie se positionne également dans des projets de reconstruction en Azerbaïdjan.

Dans le Haut-Karabakh, de nouvelles routes vont être construites par des sociétés turques. «Aujourd'hui, non seulement nous avons parlé du couloir de Zanguezour qui reliera par la route et la voie ferrée l'Azerbaïdjan à la Turquie, mais aussi de

la réalisation d'un certain nombre d'autres éléments», a commenté Aliiev. Pour symboliser encore un peu plus cette alliance multiforme, Bakou reçoit la rencontre de football Pays de Galles Turquie pour l'Euro 2020 ce 16 juin, à laquelle Erdogan assiste dans les tribunes. Compte tenu des liens culturels et fraternels entre leurs pays respectifs, les joueurs turcs peuvent compter sur le soutien du public azéri.

Panislamisme, panturquisme, vecteurs des ambitions d'Erdogan

Le panturquisme est donc en marche, souligne Laurent Leleykian: «ce mouvement date du XIXe siècle. Il cherche à renforcer les liens entre les populations turcophones et de culture turque et Erdogan met en avant ce discours pour renouer avec des ambitions territoriales. Il n'est pas rare d'entendre le slogan "deux États, une nation" pour caractériser les relations entre Ankara et Bakou.»

[Des ambitions territoriales](#) qui ne se limiteraient pas uniquement au Caucase et à l'Azerbaïdjan. Les populations turcophones se trouvent en Asie centrale avec les Turkmènes, les Ouzbeks, les Kazakhs, mais également en Russie avec les Tatars, les Karatchaïs et en Iran avec la minorité azérie.

Un discours irrédentiste qui n'est pas du goût de certaines puissances régionales:

«Le discours panturquiste d'Erdogan a de l'influence en Asie centrale, mais les populations sont historiquement plus sous influence russe. Il trouve un écho même dans les Balkans et en Hongrie. Là où ça pose problème, c'est en Iran, où les volontés sécessionnistes de la minorité azérie, qui ne compte pas moins de 20 millions d'habitants, inquiètent au plus haut point Téhéran», estime l'analyste politique.

«Dans le nord de la Syrie, Erdogan tente de remplacer les populations arabes et kurdes par des populations turkmènes», poursuit-il. Pour parachever sa mainmise sur cette région, [la monnaie turque a remplacé la monnaie syrienne](#). Le leader turc dispose ainsi de plusieurs leviers pour étendre son influence et tenter de renouer avec un passé glorieux.

«Erdogan utilise à la fois le néo-ottomanisme, le panturquisme et le panislamisme pour agrandir la puissance de la Turquie, mais comme par le passé cette influence est confrontée aux vellétés russes, iraniennes et dans une

moindre mesure occidentales», conclut Laurent Leylekian.

20- Les Nouvelles d'Arménie

16/06/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=79864

Le président azéri admet devant Erdogan que les prisonniers de guerre sont des otages

Au cours d'une conversation avec le président turc Recep Tayyip Erdogan, le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev a avoué détenir un certain nombre d'Arméniens prisonniers dans le but de les échanger, portions par portions, contre les cartes sur les mines anti-personnelles dispersées sur les territoires qu'il occupe. « Nous gagnerons ainsi dix ans », dit-il.

Selon le défenseur arménien des droits de l'homme Arman Tatoyan, la conversation qui a eu lieu lors de la visite d'Erdogan dans les territoires occupés de l'Artsakh est une preuve irréfutable que les autorités azerbaïdjanaises :

- 1) gardent illégalement tous les captifs arméniens comme otages pour les utiliser dans des négociations politiques ;
- 2) commettent un trafic d'êtres humains - un acte pénalement punissable ;
- 3) trompent continuellement la communauté internationale en prétendant que les captifs sont des terroristes ou des saboteurs ;
- 4) organise de fausses procédures pénales contre les captifs.

Cette discussion entre les présidents de la Turquie et de l'Azerbaïdjan atteste que les captifs arméniens sont détenus illégalement en Azerbaïdjan en échange de pièces détachées et de quelques cartes minées.

Le Bureau du Défenseur des droits de l'homme d'Arménie a traduit la vidéo en russe et en anglais et l'a analysée.

Elle sera envoyée comme une lettre officielle du Défenseur des droits de l'homme aux organes spécialisés de l'ONU, à l'OSCE, à la CE et à d'autres structures internationales.

21- Le Courrier d'Erevan

17/06/2021

<https://www.courrier.am/fr/region/stepanakert-le-comportement-de-la-turquie--devrait-preoccuper-les-organisations>

Stepanakert : le comportement de la Turquie devrait préoccuper les organisations internationales, y compris l'OTAN

La Turquie brigue l'un des rôles principaux en Transcaucasie. C'est ce qu'a déclaré le ministre des Affaires étrangères de l'Artsakh, David Babayan, en commentant la visite d'Erdogan et d'Aliyev dans la ville occupée de Chouchi et la signature d'une déclaration qui prévoit le déploiement d'un contingent turc à Aghdam.

« C'est une autre manifestation de la politique expansionniste de l'alliance azérie-turque. Et ce sont des projets de très grande envergure », a souligné David Babayan.

« Soit dit en passant, aujourd'hui c'est la journée du salut national en Azerbaïdjan. Ils ont programmé la visite d'Erdogan pour qu'elle coïncide avec ce jour. C'est ce jour-là, en 1993, que Heydar Aliyev est revenu au pouvoir. Le symbolisme est partout. Dans une interview précédente, j'ai mentionné qu'ils étaient justement en train de placer Chouchi dans le rôle d'avant-poste du radicalisme, de l'expansionnisme et du pan-turcisme. C'est ce qui se passe actuellement. Nous avons des questions à poser à la communauté internationale, aux organisations dont la Turquie est membre, y compris l'OTAN : que se passe-t-il ? Le président turc poursuit ouvertement une politique expansionniste », a déclaré M. Babayan.

Il a rappelé qu'après les événements du début du siècle dernier, les massacres d'Arméniens, organisés par les forces turco-azerbaïdjanaises et les formations criminelles, puis l'expulsion des envahisseurs, le dirigeant turc n'avait pas mis un pied à Chouchi depuis 100 ans. *« Maintenant, c'est une tentative d'expansion, sous les mots de la paix, il y a des menaces et de la haine envers les Arméniens, et c'est une manifestation de terrorisme d'État. Si la communauté internationale ne réagit pas correctement, la région connaîtra de graves problèmes. Il y aura également des problèmes en dehors de la région, car la Transcaucasie est une région stratégiquement importante et ce qui s'y passe ne peut qu'affecter les États voisins et les espaces géopolitiques. Ce que nous avons aujourd'hui devrait susciter l'inquiétude de la communauté internationale et inciter un certain nombre de personnalités publiques arméniennes à retrouver la raison, au moins maintenant », a déclaré le ministre des Affaires étrangères.*

Commentant la nouvelle du déploiement du contingent turc à Aghdam, Babayan a

rappelé qu'il avait précédemment prédit la création d'une entité artificielle appelée « *Karabakh par l'Azerbaïdjan et la Turquie pour faire contrepoids au Karabakh arménien, que l'alliance azerbaïdjano-turque n'a pas réussi à conquérir lors de la deuxième guerre. « Ce processus est en cours. Cette déclaration montre que la Turquie a peut-être lancé un projet visant à créer une sorte de nouvelle entité appelée « Karabakh ». Et Chouchi pourrait devenir le centre de cette formation. Aghdam se voit manifestement attribuer le rôle d'avant-poste pour faire pression sur le Karabakh. La Turquie montre qu'elle n'a pas l'intention de quitter la région, mais au contraire qu'elle se renforce* », conclut David Babayan.

Source: *News.am*

22- Le Courrier d'Erevan

17/06/2021

<https://www.courrier.am/fr/region/les-points-cles-de-la-declaration-de-chouchi>

Les points clés de la Déclaration de Chouchi

Ci-dessous, quelques points importants de la Déclaration de Chouchi qui a été signée il y a quelques jours entre Recep Tayyip Erdoğan et Ilham Aliyev, dans la ville de Chouchi:

- La déclaration vise à renforcer les rôles internationaux et régionaux de l'Azerbaïdjan et de la Turquie et à accroître leur crédibilité.
- Le document est axé sur la promotion d'une action coordonnée et conjointe dans les domaines politique, militaire et de la sécurité, dans la perspective d'intérêts nationaux communs.
- En cas de menace ou d'agression par un ou plusieurs États tiers, la déclaration prévoit l'assistance nécessaire les uns aux autres, conformément à la Charte des Nations unies.
- Le document met également l'accent sur les efforts conjoints pour moderniser l'armée conformément aux exigences modernes, ainsi que sur la mise en œuvre de mesures visant à renforcer les capacités de défense et la sécurité militaire.
- La déclaration reflète des questions d'actualité telles que le renforcement des efforts de diversification des économies et des exportations nationales, la création de mécanismes de libre circulation des

marchandises, l'ouverture du corridor de Zangezur et la restauration des liens de transport et de communication dans la région.

- Le document envisage de développer davantage la coopération entre les diasporas, ainsi que de renforcer la coopération au sein de la plateforme médiatique azerbaïdjanaise et turque.

23- TASS - Russian News Agency

17/06/2021

<https://tass.com/politics/1304211>

Wrong to mix Baku's contacts with third countries and Karabakh issue — Zakharova

At the same time Russian Foreign Ministry spokeswoman stressed that bilateral relations in the region, including those in the military field, should not be targeted against third countries

MOSCOW, June 17. /TASS/. Moscow believes it will be wrong to mix the Nagorno-Karabakh settlement-related issues with the relations the region's countries have with other states, Russian Foreign Ministry spokeswoman Maria Zakharova said w...

...